

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e



Monsieur Jean-Paul Cluzel
*Président Directeur Général de
Radio France*
116 avenue du Président Kennedy
75016 Paris

Nangis, le 27 juin 2005

Monsieur le Président directeur général,

Michel Billout

Sénateur
de la
Seine-et-Marne

Membre du groupe
Communiste,
Républicain et
Citoyen

Membre de la
Commission
des affaires
économiques
et du plan

Les salariés France bleu Melun ainsi que les comités de soutien d'auditeurs ont attiré, à juste titre, mon attention sur la fermeture de cette radio au 1^{er} janvier prochain, conséquence de l'extension de la CITY Radio de Paris.

Après plus de vingt cinq ans de reportages, d'émissions interactives, de bulletin d'informations, de promotions des manifestations culturelles, sportives, musicales, la radio locale la plus écoutée de Seine-et-Marne, jouant un rôle de premier plan dans la promotion de notre région, participant de sa cohésion sociale, serait condamnée à ne plus émettre ?

Si la création d'une radio régionale était vécue par les personnels, les auditeurs et les élus locaux comme une perspective intéressante, je reste perplexe quant aux effectifs qui seront nouvellement affectés aux départements, notamment à celui de la Seine-et-Marne qui recoupe, en superficie, plus de la moitié du seul territoire Francilien : comment soutenir le caractère de proximité de cette nouvelle radio régionale avec un seul journaliste pour chacun des départements ? Comment expliquer que l'Essonne et le Val d'Oise, pourtant membre à part entière du territoire Francilien ne disposeront même pas de ce référent radiophonique ? Comment imaginer que, dans ces conditions, les initiatives locales, les associations, les élus de terrains que je représente puissent être entendus ?

Au moment où l'état multiplie les actes de décentralisation, où la stratégie de France télévision est d'ouvrir, dès septembre, un bureau départemental de la rédaction de France 3 à Melun, la décision de fermer cette antenne apparaît injuste et à contre courant des attentes des auditeurs à la recherche d'une information de proximité directe.

Depuis l'annonce de ce projet de fermeture, de nombreuses mobilisations se sont faites jours, provenant d'auditeurs, d'élus de tous bords politiques, de syndicats : tous reconnaissent la qualité du travail effectué depuis 25 ans, la qualité du service rendu, la liberté de parole, le souci d'exactitude de l'information, l'indépendance d'esprit des équipes qui animent quotidiennement cette antenne. Tous défendent la nécessité de son développement et de sa pérennité.

Fortement attaché au service public, j'ai bien entendu apporté mon soutien à l'ensemble des salariés de cette radio, aux comités de soutien des auditeurs, signé l'appel des élus de Seine-et-Marne « pour la défense du service radio de proximité », créée à l'initiative de Yannick Guillo, maire de Saint-Ouen en brie.

Au vu de l'ampleur et de la diversité des réactions, de l'attachement de plus de 100 000 auditeurs quotidien, de la nécessité de maintenir, dans nos départements, le pluralisme de l'information locale indispensable à la bonne marche de notre démocratie, je vous demande très solennellement de revenir sur ce projet de disparition de France Bleu Melun et de considérer le courant de sympathie, la notoriété de cette radio, la forte implantation des journalistes sur le terrain comme un point d'appui pertinent au développement d'une radio régionale plutôt qu'une charge.

En espérant être entendu, je vous prie de croire, Monsieur le Président Directeur Général, en l'expression de mes sentiments les plus distingués.

